

Conférence de haut-niveau sur Ebola
Allocution du président Faure Gnassingbé
prononcée par
Arthème Ahoomey-Zunu, Premier ministre

Bruxelles, le 3 Mars 2015

Le Président de la République Togolaise, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE Coordonateur du processus de riposte de la CEDEAO contre la Maladie à virus Ebola qui a accueilli très favorablement et avec plaisir votre invitation, avait prévu honorer de sa présence effective la Conférence internationale de haut niveau sur la fièvre hémorragique à virus Ebola.

Malheureusement, des obligations de dernière minute, liées à ses hautes charges d'Etat, l'ont contraint à surseoir à son déplacement de Bruxelles.

C'est pourquoi il m'a fait l'insigne honneur de le représenter à cette rencontre afin de livrer à cette auguste assemblée son message de circonstance.

Voici donc in extenso, le message du Président de la République Togolaise. Permettez-moi, avant toutes choses de m'incliner devant la mémoire des trop nombreuses victimes de l'épidémie d'Ebola.

En présentant mes condoléances émues aux familles éplorées, j'ai une pensée toute particulière pour tous ceux qui ont perdu leur vie dans cette tragédie, en essayant de sauver celles des autres. Au nom de mes pairs de la CEDEAO, je réaffirme notre détermination à tout mettre en œuvre afin que leurs sacrifices ne soient pas vains.

La lutte que nous avons engagée ensemble depuis plusieurs mois contre l'épidémie de la maladie à virus Ebola entre désormais dans une phase cruciale. Nous voyons depuis peu le bout du tunnel. Mais nous ne sommes pas encore au bout de nos efforts. Les nouvelles qui nous viennent du terrain sont encourageantes mais il reste encore du chemin à faire, des stratégies à définir, des ressources à mobiliser.

C'est pourquoi, je tiens dès l'entame de mon propos et au nom de mes pairs de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, à remercier la Commission de l'Union européenne, pour l'heureuse initiative qu'elle a prise, de nous réunir ici à Bruxelles, dans le cadre de la présente conférence qui est sans doute, la plus grande rencontre internationale organisée à ce jour, sur la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Le moment a été bien choisi, car aujourd'hui et après des mois d'efforts, tous ceux qui se sont investis dans la bataille contre cette crise sanitaire planétaire sans précédent, se posent sans doute les mêmes questions.

En effet, à présent que la riposte nationale et internationale a permis d'améliorer la situation épidémiologique sur le terrain, que devons nous faire pour aller de l'avant, pour aller au bout de nos efforts ? Comment devons-nous procéder pour mettre à profit nos acquis récents en vue de l'éradication totale et irréversible de l'épidémie ? Quelles sont surtout les pistes que nous devons emprunter pour aider les pays les plus affectés à se reconstruire, en tenant compte des séquelles profondes que cette expérience douloureuse aura laissées dans leur tissu économique et social ?

Si nous parvenons au terme de nos échanges, à coordonner nos réponses à ces questions fondamentales, alors nous aurons fait la moitié du chemin qu'il nous reste à parcourir.

Je demeure pour ma part convaincu que les étapes que nous avons franchies, les succès que nous avons enregistrés depuis le déclenchement de l'épidémie, sont le fruit de l'élan de solidarité et de la concertation active des efforts qui ont été déployés à tous les niveaux pour soutenir les pays affectés.

Notre sous-région, la CEDEAO étant l'épicentre de l'épidémie, nous avons pris sur nous, dès le départ de monter en première ligne dans la riposte contre l'épidémie. Cette dynamique nous a conduits à adopter un plan régional intégré de riposte axé sur la gestion concertée de l'épidémie et le refus de la stigmatisation non seulement vis-à-vis des malades mais aussi des pays les plus affectés.

Elle a surtout permis de lancer un Fonds régional de solidarité qui a servi à financer la formation des personnels de santé volontaires déployés sur le terrain et à mener d'autres activités en faveur des pays les plus affectés, notamment dans le domaine de la communication, de la gestion et de la surveillance épidémiologique.

Mais à aucun moment, nous ne nous sommes sentis seuls dans ce combat. Très tôt et à tous les niveaux, l'épidémie d'Ebola a été appréhendée à sa juste dimension, c'est-à-dire non pas comme l'affaire d'un pays ou d'une région mais bien un défi collectif, un enjeu planétaire.

Distingués invités,
Chers partenaires,
Mesdames et messieurs,

Permettez-moi au regard du chemin parcouru, de saisir l'occasion solennelle qui m'est offerte ce jour, pour réitérer au nom de mes pairs de la CEDEAO et au nom des populations de notre sous-région, notre profonde reconnaissance aux Etats, aux organisations régionales et internationales et à tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ont mobilisé des ressources considérables et ont agi de diverses manières pour aider les pays affectés à endiguer l'épidémie.

Je voudrais aussi saluer l'héroïsme des personnels soignants, toutes nationalités confondues qui n'ont pas abdicqué leur serment d'Hippocrate même quand leur vie était en péril et dont l'engagement total aux côtés des malades a contribué à sauver des vies et à anoblir davantage la profession médicale.

Le secteur privé, tant africain qu'international a pris sa juste part de ce combat collectif. Au nom de la CEDEAO, je tiens à saluer la générosité des acteurs du secteur privé et à me féliciter de leur importante contribution aux succès de nos actions.

Distingués invités,
Mesdames et messieurs,

Si l'inventaire de nos actions individuelles et collectives face à cette épidémie peut aider à tracer la voie à suivre, il va sans dire que notre présence ce jour à Bruxelles se justifie surtout par la nécessité d'aller encore plus loin dans le combat que nous menons. La priorité n'est plus dans le bilan mais dans les perspectives que nous devons désormais offrir aux victimes de l'épidémie et à leurs familles.

Comme chacun le sait, l'épidémie d'Ebola a prospéré sur le terreau de la pauvreté. Elle s'est immiscée dans nos foyers, en exploitant les failles de nos systèmes de santé. Ebola n'est pas seulement un défi sanitaire. C'est un défi de la gouvernance. Nous avons donc aujourd'hui l'impérieux devoir de repenser le développement à la lumière des enseignements que nous aurons tirés de cette crise sanitaire majeure.

S'il est de bon ton, de se réjouir des améliorations que l'on observe depuis quelques semaines sur le terrain épidémiologique, il faut toutefois éviter à tout prix que le ralentissement de l'épidémie n'entraîne prématurément un effet de démobilisation. Nous devons en effet tout mettre en œuvre pour aller au bout de nos efforts afin d'éviter d'éventuels reflux de l'épidémie, en consolidant le processus devant déboucher sur son éradication totale.

A cet effet, le mécanisme de coordination et de supervision de la CEDEAO pour la riposte contre l'épidémie d'Ebola souhaite vivement que le seuil d'alerte contre Ebola soit maintenu en dépit des signaux encourageants que nous enregistrons dans les pays les plus affectés.

Notre priorité est désormais l'élaboration de stratégies de reconstruction post-Ebola appropriées. Il s'agira en particulier d'aider les pays touchés à relancer leurs secteurs économiques les plus touchés, notamment l'agriculture, le commerce et la production minière. Les plans de relèvement doivent être adaptés aux réalités de chaque pays.

Nous devons dans cette optique, concilier la prise en charge des urgences immédiates avec une grande capacité d'anticipation face aux risques de délitements sociaux qui peuvent à leur tour constituer des sources potentielles de conflits futurs.

Il est bien connu que les hommes et les femmes qui ont perdu leurs repères, même en raison d'une crise sanitaire peuvent être tentés de s'engager dans des impasses comme l'émigration clandestine, l'enrôlement dans des groupes armés, le trafic de drogue et la prostitution.

Notre réflexion doit donc nous orienter vers la recherche de réponses structurelles durables aux défis de la reconstruction post-Ebola afin qu'avec le concours de tous, les

pays affectés puissent retrouver une vie normale à brève échéance.

Ainsi, au cours de la réunion de coordination de haut niveau des partenaires de la CEDEAO sur la lutte contre Ebola, organisée en début d'année à Accra, nous avons convenu de la nécessité d'élaborer des plans de relèvement axés sur l'accès aux services sociaux de base principalement dans les secteurs de l'éducation, notamment avec la réouverture des écoles, l'accès à l'eau potable et la mise à niveau des systèmes de santé dans toute la sous-région ouest-africaine.

Tout en exhortant les partenaires et l'ensemble des parties prenantes qui se sont investis sur le terrain, à continuer à œuvrer au renforcement des capacités des Etats touchés pour l'isolement et le traitement des malades, la Coordination et la supervision de la CEDEAO réaffirme la nécessité d'accorder désormais la priorité à la reconstruction des liens économiques et sociaux. Cette démarche doit être effectuée d'abord au sein des pays touchés eux-mêmes et également avec l'ensemble des pays voisins.

Pour ce qui est de l'avenir, la CEDEAO n'a plus le choix. Elle entend tout mettre en œuvre pour se doter d'un Centre international de dépistage des maladies épidémiologiques, afin que la prévention soit désormais le maître-mot. Bien entendu, la mobilisation financière, reste l'un des défis les plus immédiats puisqu'elle conditionne la mise en œuvre effective des plans de reconstruction post-Ebola. Au sein de la CEDEAO nous entendons renforcer dans cette perspective le Fonds de solidarité régional pour accroître l'efficacité des interventions sur le terrain. Tous les mécanismes tendant à favoriser des aides budgétaires directes ou indirectes en faveur des pays les plus touchés sont les bienvenus. Aujourd'hui, c'est un véritable Plan Marshall post-Ebola qu'il nous faut mettre en place pour préserver les acquis des efforts de reconstruction déployés depuis des années par des pays durement éprouvés par de longues périodes de conflit.

Nous plaidons à cet effet pour que la phase de reconstruction post-Ebola soit abordée à tous les niveaux avec un degré de mobilisation adapté à l'ampleur des défis qu'il reste à relever.

La crise sanitaire que traverse aujourd'hui l'Afrique de l'ouest ne doit pas l'empêcher de garder le cap et de tenir ses promesses de croissance et de stabilité économique et sociale.

Sur cette note d'espoir, je souhaite plein succès à nos travaux et vous remercie pour votre aimable attention.

END

03/03/2015/EU/CONFBRU